

M 04249 - 43 - F: 1,20€



Le dessinateur de BD, **Joe Sacco**, nous explique pourquoi il a tenu à revenir sur le massacre d'Haïfa en 1956.

REGARDS **PAGE 2**



(CÉDRIC MORAND)

Élections, **les échos de la campagne** menée par le NPA dans les régions.

RÉGIONALES **PAGES 6,7 & 8.**



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

Sous prétexte de crise, les **constructeurs automobiles** veulent faire peser la restructuration de la filière sur les travailleurs. **CAMPAGNE EMPLOI PAGE 5**

TOUT est à nous!

18 FÉVRIER 2010 | N°43 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

RETRAITES



CE N'EST PAS NÉGOCIABLE

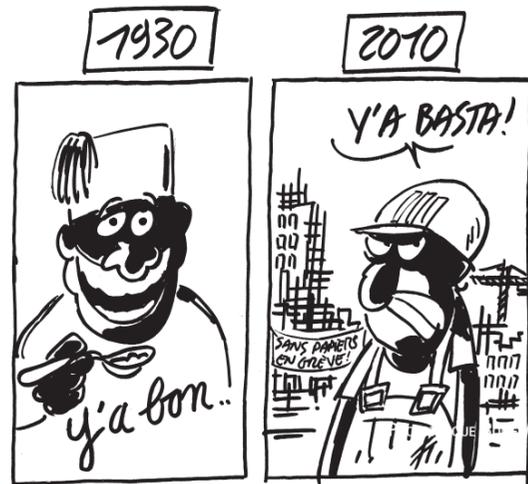
LIRE PAGES 2 & 5

CHÉRIOUX DÉTERMINÉS À GAGNER!

Depuis le 2 février, les enseignants et les élèves du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine, se battent pour obtenir le doublement des postes de surveillants dans l'établissement. Ils doivent affronter le mépris du ministre de l'Éducation nationale qui ne leur propose que des postes précaires et en nombre insuffisant. Ils restent néanmoins résolus à lutter.

LIRE PAGE 4

SEMAINE ANTICOLONIALE



Cinq ans après le projet de loi infâme sur le «rôle positif» de la colonisation, la cinquième Semaine anticoloniale, qui aura lieu du 19 au 28 février, proposera un programme chargé, en concordance avec l'actualité: solidarité avec Haïti, résistance dans les DOM et en Kanaky, dénonciation du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui, avec livres, débats et films à l'appui. **LIRE PAGE 9**

JOURNÉE SANS IMMIGRÉS

À l'heure où le gouvernement veut diviser la population, un collectif appelle à une journée sans immigrés, le 1^{er} mars. Dans la même veine que «A day without an immigrant», en mai 2006, aux États-Unis, le collectif appelle les immigrés de France à cesser de travailler et de consommer, pour que la population française se rende compte de l'importance des immigrés dans l'économie et le fonctionnement de la société. **LIRE PAGE 11**



édito

Par **Sandra Demarcq**

RETRAITES : RIEN LÂCHER

La question des retraites a été au cœur du troisième sommet social, réunissant directions des confédérations syndicales et gouvernement, le 15 février. Si Sarkozy n'a rien dit sur le fond, les déclarations des membres du gouvernement, du patronat et des experts en tout genre, laissent voir sur quels axes vont porter cette nouvelle contre-réforme programmée.

Depuis des semaines, on nous rabâche la même rengaine : il n'y aurait pas d'autres choix possible, pour sauver les retraites, que d'allonger la durée de cotisation et de reculer l'âge légal du départ. En réalité, l'objectif du gouvernement et du Medef est de faire baisser drastiquement le niveau des pensions et une nouvelle fois de faire payer aux travailleurs la facture de la crise. Pour le NPA, l'avenir des retraites n'est pas un débat démographique, de statistiques ou technique, mais bel et bien une question de choix de société, de répartition des richesses, de partage du travail. Avec 5 millions de chômeurs, l'urgence n'est pas de faire travailler plus longtemps mais de permettre à tous et toutes de travailler, en réduisant, par exemple, le temps de travail à 32 heures, ce qui permettrait d'en finir avec le chômage. Par ailleurs, si on augmentait de 300 euros net l'ensemble des salaires, sans exonération de cotisations sociales, cela rapporterait 50 milliards d'euros aux caisses sociales. Le débat commencera en avril et une loi sera déposée en septembre. Cela nous laisse peu de temps pour organiser la résistance. La journée de grève et de manifestations prévue le 23 mars prochain doit être réussie et constituer la première étape d'un mouvement d'ensemble, seul capable de faire reculer le gouvernement. Le NPA, de son côté, propose une rencontre à toutes les organisations politiques de gauche, le 18 février, pour parvenir à parler d'une seule voix. Cette initiative politique ne se substitue pas à celles des organisations syndicales ni au collectif unitaire initié par la Fondation Copernic et Attac, auquel nous participons. Il y a urgence à se doter de cadres unitaires les plus larges possibles pour gagner sur cette question. C'est crucial pour le rapport de forces. Ne rien lâcher !

à noter

19 FÉVRIER, RASSEMBLEMENT SOLIDARITÉ AVEC LE HONDURAS, PARIS.

La déstabilisation du Honduras par les putschistes civilo-militaires, conduit les États-Unis à prendre en main le continent, après le lancement de la 4^e Flotte, la mise en place des bases militaires en Colombie, et aujourd'hui l'envoi massif de troupes en Haïti, profitant de la situation dramatique suite au tremblement de terre. De même, l'Union européenne, dans sa politique impérialiste, souhaite relancer le processus de négociation du Traité de libre commerce avec l'Amérique centrale, destiné à favoriser les groupes transnationaux. Le NPA se joint aux organisations qui appellent à exprimer le refus de cet état de fait au Honduras et à affirmer le soutien au peuple du Honduras et au Mouvement de résistance. RV à 18h30

devant l'ambassade du Honduras, 8 rue Crevaux - M^o Porte Dauphine.

20 FÉVRIER, MANIF, FRESNES.

Manifestation pour exiger la libération de Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan qui ont accompli leur peine. RV à 13h30 devant la prison de Fresnes, avenue de la Liberté (depuis Paris : bus 187, Porte d'Orléans, station Maison d'arrêt ou RER B, direction Robinson, station Arcueil-Cachan, puis bus 187).

20 FÉVRIER, SANS-PAPIERS, PARIS.

Le comité unitaire de défense des sans-papiers du 17^e arrondissement de Paris, rassemblé autour des grévistes de l'entreprise Samsic, des grévistes du nettoyage et gardiennage et du Comité de Sans-Papiers (CSP 17), organise un Cabaret d'urgence de 10 heures à 15 heures au Théâtre l'Européen, Place

Clichy à Paris. Chants, débats, boissons, repas et musique. L'intégralité de la recette sera reversée aux grévistes.

23 FÉVRIER, SOCIÉTÉ LOUISE-MICHEL, PARIS.

Réunion-débat « Comment faire entrer les animaux en politique », par Vinciane Despret. RV au Lieu-Dit à 18h30, 6 rue Sorbier, Paris 20^e (métro Ménilmontant ou Gambetta).

27 FÉVRIER, NPA, BESANÇON.

Conférence de presse du NPA de Franche-Comté dans le cadre des élections régionales, en présence des quatre têtes de liste départementales et de la tête de liste régionale. RV à 11 heures au Centre Pierre-Mendès-France (Salle 11, premier étage), 3 rue Beaugard, Besançon.

27 FÉVRIER, MANIF, PARIS.

Manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à l'appel de la Semaine anti-coloniale. Départ à 15 heures de la place de la Bourse (M^o Bourse) vers le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

5 MARS, PROJECTION DÉBAT, SAINT-OUEN-L'AUMÔNE.

Projection du film de Camille de Casabianca *C'est parti...* suivi d'un débat avec Omar Slaouti et François Sabado. RV à 20h30 au cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards

Propos recueillis par Sylvain Pattieu

1956 À KHAN YOUNIS ET RAFAH UN MASSACRE OUBLIÉ

Joe Sacco est journaliste et auteur de BD. Il vient de publier *Gaza, 1956*, En marge de l'histoire* et nous explique pourquoi il a tenu à revenir sur cette période méconnue.

Pour moi, il n'y a pas de contradiction à faire à la fois un travail de journaliste et d'auteur de bande dessinée. Comme un journaliste, j'interroge des gens, j'essaie de retracer des faits. Mais l'avantage de la BD est de plonger le lecteur dans une atmosphère : pour Gaza, ce sont les enfants omniprésents dans les rues, les graffitis sur les murs.

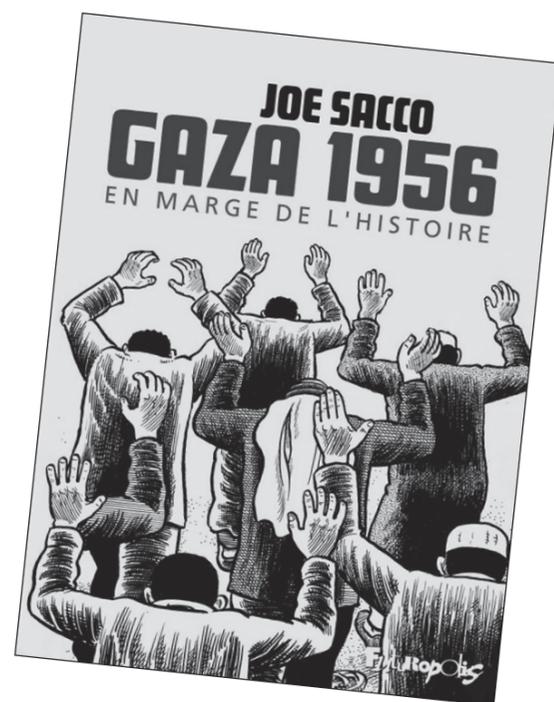
Je suis venu à Gaza parce que j'ai lu des documents de l'ONU qui parlaient de massacres de civils palestiniens à Khan Younis et à Rafah, en 1956, pendant la crise de Suez. L'armée israélienne avait brièvement occupé ce territoire sous autorité égyptienne. Il y avait un enjeu à élucider : ces Palestiniens ont-ils été tués, comme le prétendaient les Israéliens, parce qu'ils avaient résisté militairement ? Les documents de l'ONU évoquaient 275 morts, soit un des plus importants massacres sur le sol palestinien. Je me suis dit, pourquoi ne pas demander à tous ces gens, car il doit y avoir des témoins encore vivants ? Avec un autre journaliste, nous avons interrogé des habitants, collecté des informations et publié un article sur Gaza. La partie sur 1956 a été coupée dans la version finale. C'était peut-être une question de place plutôt qu'une censure, mais je n'ai pas du tout apprécié. Je me suis dit : « Ce qu'on fait là, ce n'est pas supprimer un bout d'article, c'est supprimer un pan d'histoire. » J'ai donc eu envie de le reconstituer et de faire ce livre. Je suis resté deux mois et demi à Gaza en 2003, puis j'ai mis six ans et demi à écrire et à dessiner. Le livre retrace mon enquête, j'ai essayé de parvenir à la vérité des événements, des exactions et humiliations, en recoupant les témoignages et les documents écrits. J'ai fait également des voyages en Israël. Deux historiens israéliens ont fait des recherches dans les archives israéliennes : certains de ces documents sont retranscrits en annexe.

L'existence d'un massacre pareil ne m'a pas surpris. L'armée française a commis de tels actes en Algérie, l'armée américaine au Vietnam ou en Irak. Mais ce qui s'est passé à Rafah et Khan Younis a toujours été passé sous silence, si ce n'est de manière allusive. Lors d'un reportage en 2001, Abed El-Aziz El Rantissi, dirigeant du Hamas assassiné depuis par un missile israélien, nous avait raconté que son oncle avait été tué en 1956 à Khan Younis. Il se rappelait les larmes de son père et ses cauchemars d'enfant de neuf ans, et avait affirmé que de tels actes avaient « planté la haine » au fond de son cœur. Les journalistes qui travaillent à Gaza aujourd'hui égrènent la litanie des massacres. J'ai voulu montrer que c'est le cas depuis 1956 au moins. À travers la mémoire d'un tel événement, on peut comprendre comment la haine s'est « plantée dans les cœurs ». À Gaza, les personnes que j'ai rencontrées ne comprenaient pas toujours mon intérêt pour un événement de 1956. Je comprends cette difficulté à s'intéresser au passé dans un tel contexte. Mais à mon sens, il est essentiel de ne pas

laisser tomber cet épisode dans l'oubli. Avec ce livre, j'espère avoir contribué à apporter une petite pierre à cette connaissance. Il ouvre des pistes dont certains chercheurs s'empareront peut-être. J'ai surtout voulu rendre justice aux souffrances passées et actuelles des Gazaouis.

Aujourd'hui, j'ai moins d'espoir que jamais. La plupart des Gazaouis qui m'ont aidé sont désespérés. Ashraf a perdu son travail d'enseignant dans le conflit entre le Hamas et le Fatah. La maison de Hani a été détruite, son père blessé. Abed, qui a porté ce projet, m'aidant à trouver des témoins, évaluant leur fiabilité, est revenu se marier à Gaza après avoir étudié aux États-Unis. La solution de deux États indépendants est de plus en plus lointaine, à cause des implantations de colonies. Je ne fais pas confiance à Obama pour résoudre le problème. Il ne va pas user son capital politique pour une question qui peut le rendre impopulaire sans beaucoup lui apporter. D'ailleurs, il fait preuve d'empathie pour les victimes israéliennes d'attentats, pas pour les habitants de Gaza victimes des balles et des missiles israéliens. C'est révélateur des blocages du système politique américain, qui ne lui permettent pas de dévier de la politique traditionnelle de soutien à Israël. Avec ce livre, je contribue au moins à ce que les souffrances du passé ne soient pas oubliées : c'est important car, comme le disait Orwell dans 1984, « qui contrôle le passé, contrôle le présent ».

* Futuropolis, 29 euros





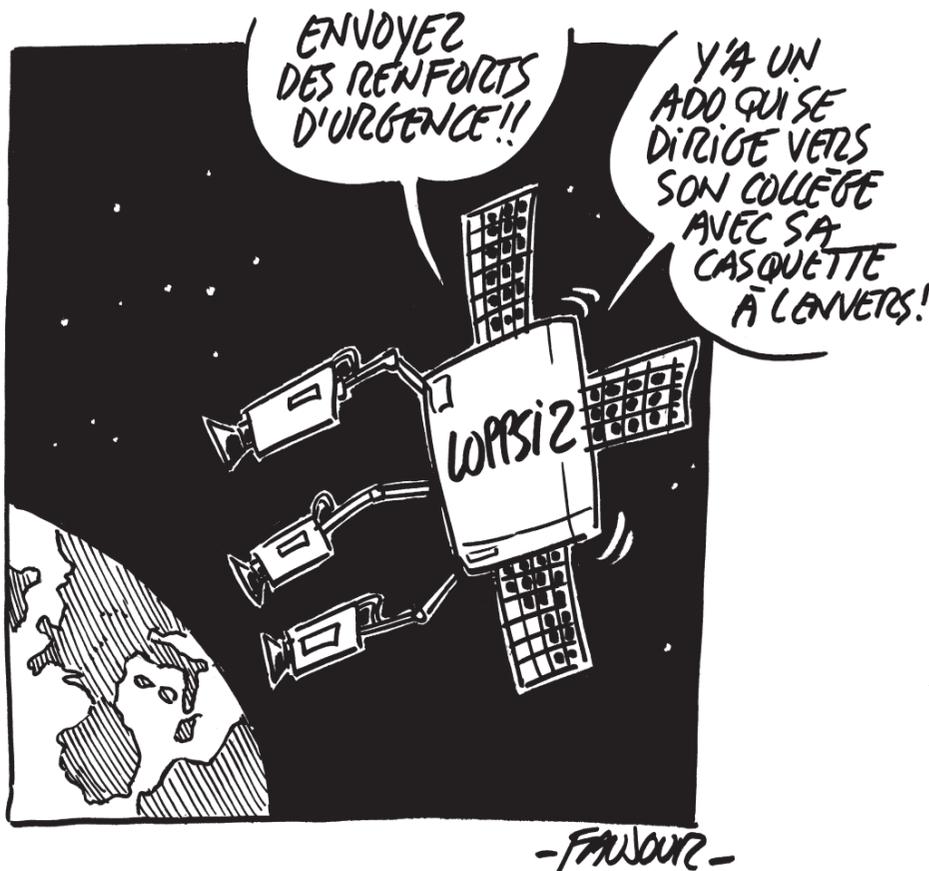
LOPPSI 2 WARNING, BIG BROTHER NOUS SCANNE!

Avec un entassement de mesures allant des écoutes téléphoniques aux mouchards dans les ordinateurs en passant par la possibilité pour les préfets d'instaurer des couvre-feux pour les mineurs, Loppsi 2 organise le flicage à grande échelle de la société.

Lixant les grandes orientations stratégiques de la politique de sécurité intérieure pour les années 2009-2013, la Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, dite Loppsi 2, qui devait être votée le 16 février, est déjà controversée.

Pourquoi? Tout simplement parce qu'elle concentre à elle seule toute une série de menaces pour nos libertés. Cette loi a été présentée au grand public comme un rempart pour lutter contre la pédophilie et le terrorisme en donnant davantage de pouvoirs aux forces de l'ordre, en permettant le blocage de certains sites internet sur décision de justice et en facilitant la surveillance des suspects grâce à un temps d'écoute téléphonique prolongé et l'installation de mouchards informatiques sur les ordinateurs des suspects (logiciels permettant de surveiller un ordinateur à distance et en temps réel). Dangereux? On imagine aisément comment le filtrage d'internet peut être détourné de ses fins... Mais ce n'est pas tout puisqu'il faut y ajouter toute une série de mesures liberticides ou destinées à contrôler et surveiller.

Loppsi 2 veut contrôler, avec la possibilité pour le préfet d'instaurer un couvre-feu pour les mineurs de treize ans entre 23 heures et 6 heures, en renforçant le dispositif de contrat de responsabilité parental, en autorisant la police municipale à participer aux contrôles d'identité sous l'autorité d'un officier de police judiciaire. Ainsi, le fichage deviendra de plus en plus important. Il sera désormais impossible d'y échapper... Pire, une fois dans les fichiers, les informations concernant des personnes sans antécédents ou ayant bénéficié de non-lieu ou encore celles susceptibles d'être



impliquées dans des affaires de plus petite délinquance pourront être conservées. Loppsi 2 veut surveiller, d'une part en offrant la possibilité pour les entreprises privées de mettre en place des caméras de surveillance sur la voie publique aux abords de leur immeuble ou en testant l'utilisation des scanners corporels à titre expérimental. D'autre part en étendant la visioconférence aux audiences dans les centres de rétention. Le projet de loi prévoit donc de mettre des caméras partout, et même au cœur du système judiciaire. Entorse aux libertés fondamentales, en systématisant le recours à la visioconférence pour ré-

duire les coûts de transport des détenus, on s'autorise donc désormais à juger sur le lieu même de détention. Inadmissible! D'ailleurs, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France ont publié un communiqué commun critiquant violemment ce super projet sarkozyste. Outre le fait que le projet de loi repose sur le rôle du juge d'instruction, poste amené à disparaître, et que le texte ouvre une brèche dans la surveillance du net, les juristes le qualifient comme conciliant «l'inutile et l'inacceptable, au nom d'un projet de société où l'absurde le dispute à la paranoïa» et qui «offre un

condensé de l'idéologie primaire et dangereuse qui gouverne depuis plusieurs années le traitement des questions de sécurité». Et pour une fois, ce ne sont pas seulement les méchants et dangereux militants d'extrême gauche qui le disent! Vous l'aurez compris, Loppsi 2 est une bonne occasion pour l'État de s'infiltrer et prendre un peu plus contrôle de nos vies en développant encore davantage un climat de peur et de paranoïa ambiante.

Coralie Wawrzyniak

DROITE LES VIEILLES RECETTES

LE porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, s'est vraiment surpassé en déclarant « voter Le Pen, c'est voter socialiste » et en dénonçant un axe « Aubry - Le Pen »! Ce dérapage contrôlé est significatif de l'actuel état d'esprit de la clique sarkozienne : régulièrement malmenée dans les sondages, elle s'attend à la sanction des urnes. Du coup, Sarkozy lui-même prend ses distances, découvrant que ce n'est pas son rôle de conduire la majorité présidentielle lors du prochain scrutin régional. Pourtant, le gouvernement et l'UMP n'avaient pas lésiné sur les moyens, retrouvant les recettes à succès de la campagne présidentielle, tentant à nouveau de mobiliser les voix de la droite dure et de l'extrême droite. C'était l'un des principaux objectifs du fameux « débat sur l'identité nationale » : relativiser les problèmes et les tensions sociales grandissantes, focaliser l'attention sur des boucs émissaires désignés par le pouvoir, en l'occurrence les immigrés ou les jeunes des quartiers populaires. Ce « débat » permettrait aussi aux dirigeants UMP, blagues racistes à l'appui, d'adresser autant de clins d'œil appuyés aux électeurs de Le Pen. Les résultats du scrutin régional du 14 mars diront dans quelle mesure cette tactique abjecte aura été payante ou contre-productive. En effet, cette utilisation éhontée du racisme latent comme argument électoral a d'ores et déjà provoqué des remous au sein même du personnel politique de la majorité et été sévèrement jugé par une partie de l'opinion publique qui aurait vu selon les sondages, que ce débat était une diversion. D'où la précipitation avec laquelle le pouvoir a finalement organisé l'enterrement – en grande pompe, puisque le Premier ministre lui-même s'y est collé – du « débat ». Mais la droite n'a nullement renoncé à son opération de racolage des voix d'extrême droite. D'où le retour en force d'un autre grand classique : l'insécurité! Sur ce terrain, Sarkozy peut toujours compter sur l'aide empressée des médias. Ainsi, depuis quelques jours, les sujets relatifs à la délinquance – notamment des jeunes – ont à nouveau envahi les écrans. Reportages sur les violences périscolaires, interview d'un quinquagénaire torturé par des adolescentes pour obtenir son code de carte bancaire, annonces ministérielles d'un nouveau durcissement de la répression : à nouveau, toutes les ressources du sensationnalisme audiovisuel sont mobilisées pour distiller la peur dont la droite espère qu'elle sera bonne conseillère en matière électorale. Ce n'est pas gagné non plus, car il faudrait faire oublier que Sarkozy est responsable de la politique sécuritaire – et de son fiasco – depuis de longues années... Décidément, les élections régionales risquent de ne pas être une promenade de santé pour la droite. Voilà qui explique sans doute le report à l'automne de l'affrontement sur les retraites, opportunément annoncé par Sarkozy à quatre semaines du scrutin.

François Coustal

et aussi

APRÈS COPENHAGUE. Le 6 février dernier se tenait la première rencontre nationale initiée par le collectif « Urgence Climatique Justice Sociale » (UCJS). Avec plus de 120 participant-e-s, cette rencontre a permis de tirer un premier bilan commun de l'échec du sommet de Copenhague et de tracer les perspectives pour les futures luttes climatiques. Sans faire l'impasse sur les difficultés qu'on rencontrées les collectifs UCJS pendant la campagne pré-Copenhague, force est de constater que le climat, et donc les choix énergétiques, de transports, de productions... s'invite de plus en plus en politique, et que la lutte contre les dérèglements climatiques prend aujourd'hui une importance cruciale dans les projets de transformation radicale de la société. La rencontre de Cochabamba en avril en Bolivie, à l'invitation d'Evo Morales, et le sommet de Bonn en juin (étape entre Copenhague et Cancun en décembre prochain) seront deux moments cruciaux pour la construction des mouvements pour la justice climatique et d'élaboration d'alternatives au productivisme capitaliste.

VIOLENCES POLICIÈRES À MARTIGUES. Yannick, jeune travailleur congolais résidant au foyer des demandeurs d'asile de Martigues, dinait tranquillement avec ses amis, jeudi 28 janvier. À la suite d'un appel téléphonique de voisins dérangés par le bruit, six policiers de la BAC ont débarqué dans la résidence et ont procédé à un contrôle de papiers musclé. Yannick, qui n'opposait pas de résistance, s'est fait violemment étranglé et maîtriser par les forces de l'ordre. La brutalité de l'intervention fut telle que son bras s'est brisé. La police l'a ensuite déposé à l'hôpital en espérant que le jeune homme, en situation administrative précaire, en resterait là. Mais, avec l'aide de la LDH, du Mrap, de la Cimade... il a décidé de porter plainte contre la police, et un comité de soutien s'organise autour de lui. Le NPA à Martigues sera actif dans ce comité de soutien. Yannick n'a que sa force de travail pour assurer sa subsistance, la police ne peut impunément briser la vie d'un homme. Vous pouvez participer au comité de soutien de Yannick en vous adressant au comité Ouest Étang-de-Berre (13).

OUVERTURE DE LA CHASSE AUX MILITANTS. Le 15 février dernier, une militante de RESF de Paris a été réveillée à 6h15 le matin, par un bataillon de flics, revêtus de gilets pare-balles, cherchant paraît-il des bombes... de peinture. Un crime odieux avait été commis, le bombage d'un distributeur de billets! Fouille en règle, photographie de divers papiers et notes, visite de la cave, confiscation du téléphone portable (et du chargeur!), les moyens étaient à coup sûr proportionnés à la fin. La militante a été emmenée en garde à vue, fouillée à corps, interrogée sur sa vie depuis l'école primaire, ses opinions politiques, ses fréquentations, ses voyages... Un test ADN a été pratiqué et la garde à vue s'est achevée après 13h20... On se demande vraiment pourquoi le gouvernement fait voter Loppsi 2, tant l'arsenal sécuritaire est déjà largement fourni. Contrairement à ce qu'avait prétendu Besson, le délit de solidarité existe, et d'une manière ou d'une autre, le gouvernement essaie de dissuader tous ceux qui s'opposent à sa politique ignoble. Ne le laissons pas faire!



ÉTAT PREMIER LICENCIÉ !

Le 11 février dernier, le Conseil supérieur de la fonction publique a entériné la possibilité de licencier purement et simplement les fonctionnaires.

SELON le gouvernement, l'application du décret sur la mobilité, avalisé par le Conseil supérieur de la fonction publique, le 11 février, est la «garantie d'une carrière plus moderne chez les fonctionnaires». Derrière ce discours idéologique se cache en fait une attaque sans précédent sur le statut même des fonctionnaires et organise ainsi le plus gros plan social jamais vu. En effet, adoptée en plein été 2009, cette loi prévoit qu'un fonctionnaire dont le poste est supprimé pourra être mis en disponibilité d'office, autrement dit licencié sans droits, sans salaire s'il a refusé trois offres d'emploi public. Fillon a juré qu'on ne demanderait pas au fonctionnaire dont le poste est supprimé de déménager ni de changer de métier. Mais dans les faits, cela permettra de nommer les fonctionnaires n'importe où et dans n'importe quel corps de métier et aboutira à des conditions de travail extrêmement dégradées. Le gouvernement devrait le savoir au vu de ce qui se passe déjà à France Télécom où la mobilité imposée conduit à des situations graves pour les salariés. Le gouvernement dit par ailleurs qu'il n'invente rien puisqu'une loi de 1984, votée sous un gouvernement de gauche, prévoyait déjà la possibilité de licencier des fonctionnaires. Mais c'était dans le cas où ils étaient accusés d'avoir commis une «faute grave», et leur cas était discuté en commission paritaire en présence des syndicats. Là, c'est l'État qui supprime leur poste et, par ce décret, rejette hypocritement sur les salariés la responsabilité de leur licenciement!

C'est aussi une nouvelle occasion pour le gouvernement d'opposer les salariés entre eux, d'opposer ceux du privé et du public et faire croire que les fonctionnaires sont des privilégiés.

La loi sur la mobilité est en fait la cerise sur le gâteau de la politique de Sarkozy concernant les services publics et de la fameuse révision générale des politiques publiques (RGPP) qui consiste à supprimer plus de 160 000 emplois. L'idée centrale est de démanteler l'État social sous prétexte du déficit public. Mais le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ne rapporte que 500 millions d'économie par an à l'État alors qu'il dilapide plus de 700 millions d'euros avec le seul bouclier fiscal au profit des plus riches. Encore une fois, ils veulent faire payer leur crise, le déficit à la population au lieu de faire payer les financiers, de taxer les responsables.

Le gouvernement prouve à nouveau qu'il veut en finir avec les services publics et, là, l'ensemble de la population est concerné. Nous devons nous organiser ensemble, salariés et usagers, pour défendre, améliorer et contrôler nos services publics. Ceux-ci doivent être étendus à d'autres secteurs essentiels tels que le logement, le gaz, l'électricité, l'eau, les transports collectifs aujourd'hui privés, l'accueil et l'assistance des personnes âgées... Nous devons imposer les principes de solidarité et de répartition des richesses, contre la loi du profit et la logique capitaliste.

Sandra Demarcq



Paris, 9 février, les enseignants et les élèves de Chéroux se rendent au ministère. (REUTERS/BENOIT TESSIER)

CHÉRIOUX DÉTERMINÉS À GAGNER !

Les personnels et les élèves du lycée Adolphe-Chéroux sont engagés dans un bras de fer avec le ministre de l'Éducation pour le doublement des postes de surveillants après l'agression d'un élève.

Depuis le 2 février, lorsqu'un élève a été passé à tabac et blessé à l'arme blanche par une bande venue de l'extérieur, aucun cours n'a lieu au lycée Adolphe-Chéroux de Vitry-sur-Seine.

Cette cité scolaire (de près de 40 ha et 1 500 élèves) dans une banlieue défavorisée illustre les politiques de réduction de postes dans l'Éducation nationale. Le nombre de surveillants y est passé de 20 à 11 en quelques années. Dès le 2 février à 13 heures, les enseignants invoquent leur droit de retrait, refusent de faire cours, se réunissent en AG et de façon unanime et dans une unité syndicale complète, décident de se rendre au rectorat le 2, puis les 3 et 4 février pour y exiger le doublement du nombre de surveillants. Le recteur de l'Académie de Créteil leur propose deux postes de surveillants et six de médiateurs (emplois ultra précaires et non qualifiés). Bien entendu, personnels et élèves refusent, les médiateurs étant censés gérer les absences et régler

des problèmes compliqués de lien entre les élèves en difficulté et leurs familles. Le rectorat devient menaçant, expliquant qu'à compter du 8 février, le retrait serait réqualifié en grève (sûrement sur ordre du ministre), comme si le simple fait d'avoir reçu une délégation réglait les problèmes.

Devant la détermination des personnels, des élèves et des parents, une délégation a été reçue au ministère le 9 février où Luc Chatel refait les mêmes propositions. Le 10 février, nouveau rassemblement, cette fois-ci devant l'Assemblée nationale: la délégation est reçue par les groupes PC, Verts et PS qui, lors des questions au gouvernement, interpellent Luc Chatel qui répond à côté voire pas du tout... sous les huées! Durant toute la semaine du 8 au 13 février, la mobilisation ne faiblit pas et les «Chéroux» ouvrent la manifestation du 11, appelée par les établissements de Seine-Saint-Denis, le Snes-FSU, SUD et la CGT contre la réforme des lycées et les suppressions de postes. Plusieurs lycées voisins d'Ivry et Vitry

débrayent aussi. Depuis, les personnels demandent un débat télévisé avec Luc Chatel: «Le ministre est en devoir de répondre à nos besoins humains urgents. On demande un débat télévisé avec le ministre pour qu'on lui explique que la situation de notre établissement exige ce doublement.» Il faut dire que le mouvement rencontre une véritable sympathie auprès de la population de Vitry, les tracts et pétitions qu'ils ont commencé à distribuer sur le marché ont reçu un écho très chaleureux et favorable.

Ce mouvement est exemplaire à plusieurs titres: dans un contexte politique sécuritaire où chaque incident ou drame qui survient dans ou à la porte des établissements de banlieue est l'occasion de surenchères sur la nécessité de renforcer la police ou de la faire entrer dans les écoles, les personnels ont construit leur mobilisation autour de la défense et l'amélioration du service public. Ils démontrent ainsi que c'est la dégradation des services publics qui crée en bonne partie les problèmes d'insécurité dans nos ban-

lieues et non le contraire. Le soutien important de la population qui leur dit de «tenir bon» est aussi remarquable dans ce contexte.

Ce mouvement se construit dans l'unité autour de l'exigence de doubler le nombre de surveillants et le refus de la précarité et il tient malgré l'intransigence gouvernementale. La mobilisation s'intègre dans la bagarre générale contre les suppressions de postes dans l'Éducation et la réforme Chatel. Vendredi 12, 90 personnes se sont retrouvées en AG pour continuer. L'enjeu sera de rebondir après les vacances scolaires (du 20 février au 8 mars). Cela ne peut dépendre des seuls «cheryou»; la mobilisation dans un certain nombre d'établissements de banlieue parisienne doit trouver des relais à partir du 8 mars quand toutes les académies auront repris. Ce sera alors aux fédérations syndicales de l'Éducation nationale de jouer leur rôle de coordination pour favoriser la convergence et aller vers un mouvement d'ensemble.

Correspondants

et aussi

ÉDUCATION: LE MOUVEMENT S'ÉTEND. Suite à l'appel de l'AG des établissements en grève et du Snes 93, le 9 février à Saint-Denis, ils étaient le 11 février plus de 2 000 enseignants, parents et élèves à scander de l'Odéon au ministère: «Ni suppressions de postes/Ni précarité/C'est Chatel/Qui doit sauter!» Près de 90 établissements étaient en grève ce jeudi, non seulement en Seine-Saint-Denis, d'où est parti le mouvement, mais aussi du Val-de-Marne, de Seine-et-Marne et de Paris. Quatre fois plus nombreux que la semaine précédente, enseignants, parents et élèves ne sont pas venus exprimer un «malaise» ou un rejet de la violence scolaire, mais bien le refus de la casse du service public d'éducation et d'une école libérale. L'AG des grévistes réunie à la Bourse du travail de Paris après la manifestation a appelé à deux journées de grève et de mobilisation les 16 et 18 février. L'appel a été relayé par les syndicats qui veulent faire du 18 février, en particulier, une grande journée de convergence de la maternelle à l'université. Les grévistes appellent tous leurs collègues des autres académies à rejoindre le

mouvement dès le retour de leurs congés pour arriver à converger en mars et à construire une grève nationale de grande ampleur.

NOTE SALÉE POUR LES SALARIÉS D'ARCELORMITTAL.

Le groupe sidérurgique ArcelorMittal a publié ses résultats financiers pour 2009. Alors que tous les observateurs et analystes économiques prévoient une perte substantielle, le bénéfice est de l'ordre de 118 millions de dollars. Certes, celui-ci est très éloigné des 9,4 milliards de dollars de l'année précédente, mais compte tenu des importantes périodes de chômage dans les usines du groupe et de la réduction de moitié de leur capacité, la note annuelle n'est salée que pour les salariés qui ont subi le chômage technique, l'arrêt de l'embauche des jeunes, les mutations internes, le renvoi des intérimaires et le blocage des salaires. Alors que le bénéfice d'ArcelorMittal a progressé de 1,07 milliard de dollars au dernier trimestre 2009 grâce à une légère reprise des ventes d'acier au niveau mondial, les conditions de production sont devenues plus

flexibles et l'arrêt d'activité menace toujours. Faudrait-il donc pleurer sur ce moindre bénéfice 2009? Dire merci? Se taire sur les conditions de travail et les salaires? Certainement pas! Il faut au contraire que les salariés du groupe ne se laissent pas dépouiller une nouvelle fois en 2010 et exigent, par la lutte, les fruits de leur travail.

CATHOS INTÉGRISTES ANTI-GAY. Pour la Saint-Valentin, un kiss-in gay devait être organisé devant Notre-Dame à Paris. En gros, pendant cinq minutes, des homos s'autorisaient à s'embrasser en public. C'était sans compter sur la vigilance des cathos intégristes qui n'ont pas tardé à se mobiliser pour empêcher «une profanation haineuse et scandaleuse». Sous la pression et les insultes «sacs à sida», «Brûlez-les...» l'action a été déplacée à Saint-Michel. On attend encore la réaction des médias si prompts à s'offusquer dès qu'ils estiment la laïcité attaquée.



Nos emplois, pas leurs profits!

TOTAL : LE BRAS DE FER CONTINUE. Après plus d'un mois de conflit, la lutte des salariés de Dunkerque, en grève depuis le 12 janvier, entre dans une phase décisive. La détermination à refuser la fermeture du site est intacte. L'indignation générale et la révolte sont à la hauteur des bénéfices du groupe : 7,8 milliards pour 2009. Sous la pression de la mobilisation, la direction avait cru désamorcer la lutte en annonçant le report de sa décision. Mais pour les salariés, pas question d'accepter le calendrier de la direction qui a convoqué une réunion du comité central d'entreprise, le 29 mars, après les élections. D'où la décision d'occuper le site. De son côté, l'intersyndicale a appelé à la grève dans les six raffineries du groupe en France les 17 et 18 février. Seule une mobilisation générale, un blocage des sites, peut imposer à la direction de renoncer à ses plans de restructuration. Une victoire des salariés de Total contribuerait à changer la donne, à montrer qu'il est possible de maintenir l'emploi en prenant sur les profits.

PHILIPS : HONTEUX LOCK-OUT. C'est par des courriers recommandés reçus à la veille du week-end que nous, salariés de Philips, avons été informés que le patron se moquait des lois et décidait de nous interdire d'entrer dans l'usine à partir de lundi. Il faut dire, pour être complet, qu'il nous propose, à la place, d'aller travailler en Hongrie pour 450 euros, sur douze mois, à condition d'être disponibles, flexibles et de parler hongrois! Et, lundi, l'accueil était bien organisé : vigiles, maîtres-chien tout autour de l'usine, dans les ateliers. On ne risquait pas d'aller travailler. Même l'inspecteur du travail a dû négocier longuement avant de pouvoir entrer. En assemblée générale, nous avons décidé de nous retrouver tous les jours sur le site et d'assigner la direction en référé contre le lock-out. L'audience se tiendra mercredi 17 février à Chartres. Nous y serons présents en attendant d'être reçus par le ministre de l'Emploi, Estrosi, jeudi à 8 h 30 à Bercy.

De l'argent, il y en a!
En cas de difficultés de financement des retraites par les employeurs, il leur reste la suppression des «retraites chapeaux», réservées aux dirigeants des entreprises, hors du cadre ordinaire. Veolia Environnement aurait pu, ainsi, économiser les 30,2 milliards d'euros provisionnés (pour une seule année!) pour financer celles de son comité exécutif, dont 13,1 millions d'euros pour son PDG, Henri Proglio. «Retraite chapeau» qui devait permettre à ce monsieur, pourtant assez loin de la misère, de bénéficier d'une retraite supplémentaire de 700 000 d'euros par an.

AUTOMOBILE LA CRISE FRAPPERA DEUX FOIS

Malgré les annonces de pertes comptables de Peugeot et Renault, ces entreprises affichent des bénéfices nets très confortables en ces temps de crise.

Pour l'opinion publique, les services de communication de PSA et de Renault assènent sans répit l'ampleur des pertes comptables enregistrées en 2009, respectivement 1,16 milliard et 3 milliards d'euros, manifestement pour préparer à de nouveaux sacrifices en termes d'emploi et de salaires. Le discours à destination des opérateurs financiers est bien différent. PSA a insisté sur son bénéfice net de 809 millions d'euros. Et, en écho, le directeur général de Renault a martelé qu'en 2009, l'unique priorité était d'atteindre un «free cash flow positif». Avec 2 milliards d'euros, l'objectif est atteint! Du jargon: le cash, disent les financiers, le pognon dit-on avec les mots de tous les jours, c'est la différence entre ce qui sort et rentre dans les caisses de l'entreprise pour une année. Dans le contexte de crise, PSA et Renault ont réalisé des bénéfices qui atteignent à eux deux près de trois milliards d'euros. À comparer aux six milliards d'euros octroyés par Sarkozy à l'hiver 2009.

Pour parvenir à ce résultat, Renault et PSA ont tous deux limité brutalement leurs stocks de voitures neuves avec comme conséquence une baisse de la production plus marquée que celle des ventes. Le déficit de production lié à cette politique a été pour le seul PSA de 142 000 voitures, entraînant plus de suppressions d'équipes et de chômage partiel. Et de façon encore plus significative, les deux constructeurs ont continué de baisser leurs coûts fixes largement constitués de salaires. Pour Renault, ils ont baissé de 17% en 2009, contre 5% en 2008. Et pour les deux groupes cela a entraîné le renvoi prioritaire des intérimaires et une augmentation des cadences et du stress pour ceux qui restent. Les résultats financiers fournis par une entreprise sont le produit de savants calculs où il est strictement impossible à première lecture de savoir ce qui revient exactement aux propriétaires et actionnaires. C'est particulièrement le cas de PSA où le pouvoir et la propriété appartiennent depuis plus d'un siècle à la même famille Peugeot. Dans les pertes comptables affichées par PSA, il y a par

exemple une augmentation de capital dans sa filiale Faurecia à qui le groupe a régulièrement demandé de baisser ses prix de vente. Crise, vous avez dit crise! Jamais la trésorerie de Renault, avec un montant de 9 milliards d'euros disponibles, n'a été aussi grande. Quelle leçon de choses du fonctionnement du capitalisme! Et tout indique que la même politique produira les mêmes effets en 2010. Soumis à la pression des deux grands donneurs d'ordre que sont PSA et Renault, sous-traitants et équipementiers automobiles ont été en première ligne des attaques. Ceux et celles de Continental, New Fabris, Molex, PTPM, Visteon, se sont mobilisés de façon visible dans ce contexte où 35 000 emplois ont été supprimés pour tout le secteur en 2009. Et les plans patronaux et gouvernementaux pour l'année 2010 sont dans la continuité: «La filière pourrait encore réduire ses effectifs de 40 000 à 50 000 personnes dans les deux années à venir dans l'Hexagone, d'après le rapport établi fin novembre dans le cadre de la commission pour le soutien aux

sous-traitants, réunie par Christian Estrosi», indique les Échos du 5 février. La «crise» sert en France de catalyseur et de prétexte à la réorganisation capitaliste de tout le secteur des équipementiers. La globalisation des attaques est inscrite dans les plans patronaux et gouvernementaux. Ce constat indique qu'il n'y aura pas d'issue victorieuse entreprise par entreprise. C'est bien vers une lutte tous ensemble qu'il faut aller pour refuser licenciements, fermetures d'usine et diktats de la propriété privée. Ce qui devrait être à l'ordre du jour, c'est une nécessaire coordination des luttes, mais aussi empiéter sur la toute puissance du capital, avec un contrôle des travailleurs sur les comptabilités bidonnées, l'obligation de rembourser les subventions publiques, et l'expropriation revendiquée, avant qu'ils ne déménagent machines et comptes en banque, de tous ces patrons qui ferment leurs usines.

Jean-Claude Bernard

En savoir plus sur le blog du secteur automobile: www.npa-auto-critique.org

RETRAITES : PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN

Pour conserver les retraites par répartition sans augmenter la durée de cotisations, des solutions existent.

LE grand débat sur la réforme des retraites est donc lancé. Quel contraste dans l'attitude des adversaires! Le gouvernement, de Darcos à Sarkozy en passant par Fillon, pilonne la ligne rouge des 60 ans avec la volonté d'augmenter le nombre de trimestres nécessaire à l'obtention de la retraite pleine et entière. Leurs solutions auraient des conséquences claires: abaissement des pensions, aggravation des inégalités entre hommes et femmes, entre ceux qui pourront prendre des complémentaires via les compagnies d'assurance et ceux qui n'en auront pas les moyens, notamment parmi les jeunes. En face, Hollande prend la relève d'Aubry: «Oui, il va falloir allonger la durée de cotisation en fonction de ce qu'on sait de l'espérance de vie. L'espérance de vie s'allonge, il faut allonger la durée de cotisation». Quant aux organisations syndicales CGT-CFDT-CGC-Solidaires-UNSA, elles déclaraient le 8 février: «elles exprimeront leur volonté que toutes les conditions soient créées pour un vrai débat. Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée... n'accepteront pas une mascarade de concertation... ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité.» Croient-elles vraiment que c'est en discutant longuement et démocratiquement avec le Medef et ses porte-parole au gouvernement, qu'on empêchera les profonds reculs? Le mot «répartition», base du système actuel, n'est même pas prononcé! Pourquoi ne pas affirmer nos revendications incontournables: retrait de toutes les réformes depuis 1993, âge de départ à 60 ans, 37,5 annuités de cotisations, taux de remplacement au moins égal aux 75% du meilleur salaire net et au Smic?

Quant aux moyens, contre la religion des profits, une seule exigence: déplacer le rapport profit/salaires des 10% perdus en 20 ans vers les salaires. Augmentation de salaires et des cotisations patronales, suppression du chômage, régularisation des sans-papiers (pour lesquels les patrons ne payent évidemment pas de cotisations), voilà qui fournira l'essentiel. Les confédérations préparent une journée de mobilisation le 23 mars. Devant le rouleau compresseur du patronat et du gouvernement, cela ne suffira pas. Nous devons prendre en charge la contre-offensive contre les idées reçues et mettre en place dès maintenant un front unitaire dans les entreprises, dans les quartiers, afin de construire le rapport de forces qui seul peut empêcher un nouveau recul, dramatique, de société.

Robert Pelletier



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

TOUT CHANGER



Nantes, 7 février. Manif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges. (JLG)

LAÏCITÉ BAFOUÉE PAR L'ÉTAT-UMP : OUI À UN LYCÉE PUBLIC DANS LES MAUGES !

L'élection de François Mitterrand en 1981 suscita beaucoup d'espoirs. Dans les Mauges (ouest du Maine-et-Loire) les militants, pour la plupart issus de la gauche chrétienne, crurent qu'un lycée public allait enfin pouvoir voir le jour chez eux. Étienne Davodeau le rappelle ironiquement à la fin de sa BD *Les Mauvaises gens...* 30 ans plus tard, la lutte pour le lycée public continue. C'est ainsi que 500 personnes (parents et enfants, FCPE, syndicalistes FSU, CFDT, UNSA ou Solidaires, militants politiques) ont manifesté dimanche 7 février devant la préfecture de région de Nantes, à l'appel du Collectif vigilance laïcité et du Collectif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges. Une pétition signée sur place par 475 manifestants a été remise au directeur du cabinet du préfet.

Pourquoi une telle mobilisation, et pourquoi maintenant? Après six ans de mandat et de tergiversations, le conseil régional PS-PCF-Verts paraissait pourtant prêt à porter un projet de cité scolaire regroupant collège et lycée public à Beaupréau, centre géographique de cette région rurale de près de 100 000 habitants, au fort taux de fécondité. Las, l'opposition du conseil général du Maine-et-Loire dirigé par Christophe Béchu (tête de liste UMP aux élections régionales) et du recteur reste la plus déterminée. Le Préfet de région l'a signifié brutalement: que les élèves des Mauges aillent à Cholet ou Angers s'ils veulent aller dans le public! Tout au plus admettrait-il quelques filières de formations professionnelles adaptées au faible niveau de scolarité requis par les nombreuses petites entreprises de la région... C'est que l'enseignement catholique ne veut pas voir écorné son monopole dans le fief que lui a laissé la contre-révolution catholique après les guerres de Vendée. Autour de Beaupréau, seulement 15% des collégiens peuvent être scolarisés dans le pu-

blic. Des dizaines de communes ne possèdent tout simplement pas d'école publique, à cause de l'opposition des maires de droite et de la complicité de l'État. Quand, il y a une vingtaine d'années, les familles laïques ont obtenu à Andrezé l'ouverture de classes publiques, les pressions ont été énormes, allant jusqu'à des repréailles, notamment des refus de vente de la part de certains commerçants opposés à «l'école du diable», qui ont fini par pousser les parents du public à quitter le village. Le droit à l'école publique et à la laïcité est tout simplement piétiné dans les Mauges.

La manifestation de Nantes du 7 février traduit indéniablement un regain de mobilisation du camp laïque. Il est vrai qu'elle s'est tenue à la veille de la campagne des élections régionales: les listes LO, NPA-Front de Gauche-Alternatifs-FASE, Europe Écologie et PS-minorité du PCF n'ont pas manqué le rendez-vous... Mais surtout, la dictature de l'institution catholique sur les consciences s'effrite peu à peu. L'arrivée de nouvelles populations «rurbaines» (nommés «les survenus» par les conservateurs locaux) renforce cette tendance libératrice. Les revendications portées par le camp laïque doivent être à la hauteur de l'attente des parents. Comme le rappelle dans un communiqué la liste «Tous Ensemble, la gauche vraiment» à laquelle participe le NPA: «le temps n'est pas aux demi-mesures qui viseraient à la construction de locaux n'abritant que des filières de formation professionnelle ou une simple annexe d'un lycée public déjà existant. Il faut construire les bâtiments, assurer la dotation en personnels d'un lycée général public de plein exercice et y adjoindre un collège». Et que ce rêve porté depuis des décennies par des générations de militants et parents laïques devienne enfin une réalité!

LE JEUDI 4 FÉVRIER, à Marseille, étaient réunis près de 150 militants et militantes pour lancer la campagne de la liste «la gauche 100% sociale et écologiste» portée par le NPA et les Alternatifs de PACA. Pierre Godard (NPA), tête de liste régionale, Fadila El Miri (NPA), tête de liste des Bouches-du-Rhône, et Florence Ciaravola (Alternatifs), tête de liste des Alpes-Maritimes, ont présenté tour à tour le programme et les axes de la campagne. Plusieurs initiatives publiques, de terrain, se dérouleront donc dans les semaines à venir.

Les axes principaux qui y seront développés sont: l'urgence sociale, par une utilisation de l'argent public en faveur des services publics, des salarié-e-s et de l'économie solidaire, pas pour les actionnaires, mais aussi l'urgence écologique et démocratique. Quelques spécificités de la région PACA ont donc été développées lors de cette soirée, comme la bataille contre le projet d'un nouveau réacteur nucléaire Iter, le refus de l'OIN Éco-Vallée et de son projet de Ville Nouvelle à l'ouest de Nice, la lutte pour la re-nationalisation de la SNCM, pour l'arrêt immédiat de l'incinérateur de Fos-sur-Mer, la mise en place et le développement d'un réseau TER efficace et gratuit. Par ailleurs, nous dénonçons les liens récemment développés entre Michel Vauzelle (président de région PS sortant) et Israël, ou entre Jean-Noël Guérini (président PS des Bouches-du-Rhône) et la dictature de Ben Ali en Tunisie. Au-delà de la présentation du programme électoral, des interventions thématiques ont ponctué la soirée, rappelant que la lutte se passe et se construit aussi au jour le jour, en dehors des élections. Ainsi la solidarité avec la résistance du peuple palestinien, la lutte contre la politique de Sarkozy et de son gouvernement, ou la lutte contre l'extrême droite (très présente en PACA, avec le FN et la nou-



Marseille, le 4

velle liste de la «ligue du su... comme axes de bataille pou... venir.

Enfin, un premier débat a e... et en présence de notre cam... propos de sa candidature a... été vif mais constructif et... la volonté des militants et... lancer rapidement dans un... La soirée s'est finie autour d...

EN LORRAINE, le NPA sera présent à l'occasion des élections régionales de mars prochain. Ses listes seront conduites par Jean-Noël Bouet, un Meusien de 53 ans, éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Face à la situation sociale de plus en plus difficile, la campagne du NPA sera résolument offensive et s'adressera aux victimes du capitalisme, à toutes celles et ceux qui sont révoltés par les attaques répétées du gouvernement Sarkozy et du Medef. Nous voulons battre la droite et mener, contrairement à la majorité sortante, une vraie politique de défense des travailleurs et des classes populaires. La majorité PS-Verts-PCF prétendait incarner un «contre-pouvoir» face à Sarkozy. Mais elle a préféré distribuer, main dans la main avec la droite au gouvernement, les deniers publics à des entreprises qui licencient comme Smart à Hambach. C'est la raison pour laquelle les candidats du NPA resteront indépendants du PS et de la gauche gestionnaire, durant la campagne électorale et au conseil régional s'ils y sont élus.

Dans son programme pour le conseil régional, le NPA proposera donc et avant tout le soutien financier ou juridique aux salariés en lutte, ainsi que l'arrêt des subventions aux entreprises privées.

Il proposera de soutenir les associations en lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs ainsi que l'arrêt des subventions

aux collectivités qui acceptent l... de Bure.

De même sera privilégié le soutien... luttent pour garder et développer... publics. Nous proposerons les tra... blics régionaux gratuits ainsi que... et l'extension des emplois publics... Ce programme sera mis en lien a... positions nationales du NPA pou... capitalisme.

Il ne suffira pas du seul appui d'él... poser ces mesures. Il faudra cha... port de forces entre les salariés et... Face à un pouvoir patronal arro... droite à son service, il faut se mor... C'est pourquoi nous profiterons d... pagne pour encourager les salari... emploi et la jeunesse à se t... construire un mouvement social... toute la société et qui affronte fé... pouvoir.

La liste que nous présentons n'est... sée de notables mais de travailleur... sont élus, seront les portes-parol... monde du travail. Nos têtes de lis... mentales sont Jean-Noël Bouet po... Fanny Laurent, bibliothécaire de... les Vosges, Jean-Christophe Ber... teur de rue de 45 ans, pour la... Moselle, et Hélène Hebenstreit, e... bibliothèque de 26 ans, pour la M...

les 2010

R, RIEN LÂCHER!

Provence-Alpes-Côte d'Azur



février. Florence Ciaravola, Pierre Godard et Fadila El Miri. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MB)

(d) ont été mis en avant
ur le NPA pour les mois à

u lieu entre les militants
arade Ilhem Moussaïd à
ux élections. Le débat a
surtout, n'a pas entaché
militantes présents de se
campagne de terrain.

l'un verre et en musique,

afin de prendre des forces et de se motiver pour
quelques semaines de travail acharné pour une
campagne anticapitaliste, écologiste, féministe et
internationaliste.

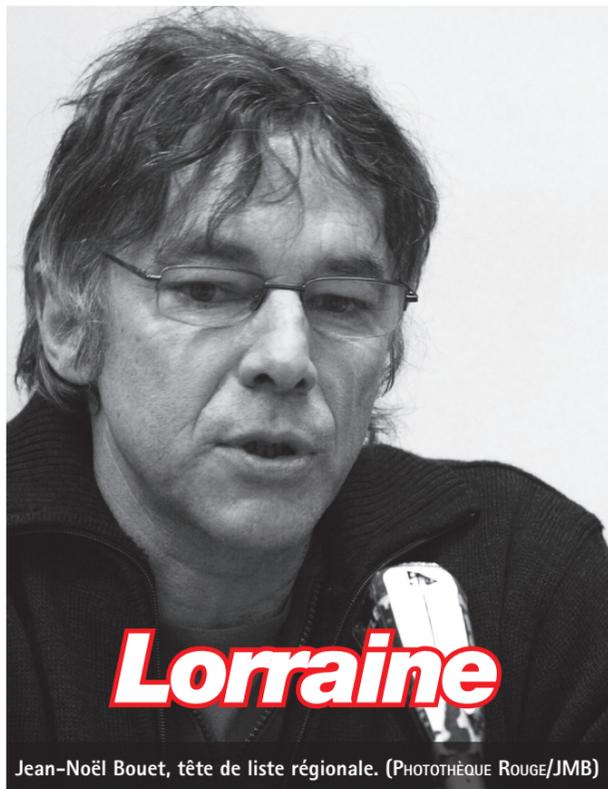
Pour télécharger le programme électoral complet ou
pour suivre la campagne au jour le jour :
www.npa13.org

l'argent sale

n à ceux qui
nos services
ansports pu-
le maintien
régionaux.

us pour im-
nger le rap-
le patronat.
gant et à la
trer résolu.
e cette cam-
és, les sans-
battre pour
qui traverse
ermement le

pas compo-
urs qui, s'ils
e fidèles du
tes départe-
ur la Meuse,
33 ans, pour
che, éduca-
Meurthe-et-
employée de
Moselle.



Lorraine

Jean-Noël Bouet, tête de liste régionale. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

EN AUVERGNE, face aux roses pâles et aux
verts clairs, la seule liste qui annonce la
couleur est la liste «La gauche100% sociale
et écologique». Elle réunit le NPA, des mili-
tants du PG, les Alterékolos et les Objecteurs
de croissance.

Cette liste se fixe deux ambitions :

- empêcher la droite de reconquérir la ré-
gion. Ses chefs de file, Marleix (spécialiste
en tripatouillage de circonscriptions électo-
rales) et Hortefeux (qui n'a pas voulu être
tête de liste par peur de prendre une tôle)
doivent mordre la poussière ;

- faire élire des militants qui défendront une
autre répartition des richesses, des mesures
100% sociales et écologiques, à l'opposé de
qu'a fait la majorité PS-PCF-Verts. Celle-ci a
accordé des subventions à la Sagem et à
Marazzi, des groupes internationaux qui
s'en sont servi pour restructurer et licencier.
Elle a aussi donné 700 000 euros à Limagrain,
groupe agroalimentaire soutenant les OGM,
et réduit le budget consacré à l'environne-
ment.

La campagne a bien démarré, malgré le froid
rigoureux, avec des diffusions massives de
tracts sur les marchés, aux portes de Miche-
lin et des facs. Les candidats participent ac-
tivement aux mobilisations en cours : contre
la fermeture programmée des blocs chirurgi-
caux de quatre hôpitaux de la région et pour
empêcher l'expulsion d'étudiantes maro-
caines.

Plusieurs réunions publiques se sont déjà te-
nues dans l'Allier, d'autres sont program-
mées dans les autres départements.

Un meeting régional a eu lieu le 11 février.
400 participants ont rempli la salle, malgré
la tempête de neige. Alain Laffont, du NPA,
tête de liste régionale, a détaillé les mesures
d'urgence proposées par la liste :

- la gratuité des transports pour tous ceux

qui ont moins de 1000 euros,

- la construction d'un abattoir labellisé
«Montagne», service public pour les éle-
veurs,

- la récupération des sommes versées par ré-
gion pour permettre à un train touristique
d'accéder au sommet du Puy de Dôme et
leur réaffectation à la rénovation des mai-
sons de retraite et des crèches,

Yves Gueydon, des Alterékolos, conseiller
régional sortant, a expliqué qu'élus sur la
liste des Verts en 2004, il a décidé de rompre
avec eux, car il n'était pas d'accord pour vo-
ter les budgets sociaux-libéraux et parce
qu'il était pour le non au référendum sur la
Constitution européenne.

Carola Kauffmann, du Parti de gauche, a in-
diqué que plusieurs militants de ce parti ont
décidé de rejoindre la liste. Pour eux, l'échec
des discussions unitaires au niveau régional
est imputable aux responsables du PC et du
PG qui ont voulu imposer au NPA de siéger
à l'exécutif et de voter le budget du PS.

Christian Sunt a apporté le soutien des Ob-
jecteurs de croissance à la liste, Pierre Cours-
Salies celui de la Fédération.

Olivier Besancenot a conclu le meeting en
insistant sur la nécessité d'élire à la région
des «délégués du personnel» défendant réel-
lement les besoins sociaux et écologiques. Il
a apporté son soutien aux salariés d'Alcan
en lutte contre les licenciements et à Samir,
étudiant clermontois sans papiers menacé
d'expulsion. Olivier a aussi appelé à la mise
en place de collectifs unitaires pour engager
la riposte à la contre-réforme sur les retraites.
La discussion s'est poursuivie autour d'un
vin chaud (bio!), histoire de réchauffer les
troupes, avant d'attaquer la dernière ligne
droite de la campagne !



Clermont-Ferrand, le 11 février. Alain Laffont, tête de liste régionale. (CÉDRIC MORAND)

agenda

JEUDI 18 FÉVRIER, NANTERRE.

Meeting avec Olivier Besancenot et Armelle Pertus. RV à 20 heures, salle Berthelot, 2, allée du Colonel Fabien. RER Nanterre Université.

VENREDI 19 FÉVRIER,

GARGES-LES-GONESSE. Meeting avec Olivier Besancenot et Omar Slaouti. RV à 20 heures, salle Pablo-Neruda.

MERCREDI 24 FÉVRIER, BEAUVAIS.

Réunion publique avec Sylvain Desbureaux et Patrice Daniel. RV à 19h30, ancienne mairie, Voisinlieu, rue de Paris.

MERCREDI 24 FÉVRIER, LE HAVRE.

Meeting à 20 heures, salle Cassin.

JEUDI 25 FÉVRIER, BOURGES.

RV à 19h30 au Moulin de la Voiselle, 5, boulevard de Chanzy.

JEUDI 25 FÉVRIER, BREST.

Meeting avec Laurence de Bouard. RV à 20h30, salle des syndicats, rue de l'Harteloire.

VENREDI 26 FÉVRIER, DREUX.

Rejoignez-nous à 18 heures, salle du foyer Saint-Jean, 17, rue Saint-Jean.

LUNDI 1^{er} MARS, VÉNISSIEUX.

Meeting avec Myriam Combet et Olivier Besancenot. RV à 20 heures, salle Irène Joliot-Curie, 68 bd Joliot-Curie.

MARDI 2 MARS, LORIENT.

Meeting avec Laurence de Bouard, Olivier Besancenot et Christian Sunt. RV à 20h30, salle Cosmao Dumanoir.

MARDI 2 MARS, CAEN.

Meeting unitaire avec Pierre-François Grond.

JEUDI 4 MARS, ÉVRY.

Meeting avec Olivier Besancenot et Francis Couvidat. RV à 20 heures, salle Bexley, rue Montespan.

JEUDI 4 MARS, POITIERS.

Meeting unitaire avec Yvan Lemaître. RV à 20h30, salle Annexe des Arènes, 11, rue Salvador-Allende.

VENREDI 5 MARS, ROUEN.

Meeting avec Christine Poupin et Thierry Martin. RV 20h30 salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, 20-22, rue Saint-Croix-des-Pelletiers.

VENREDI 5 MARS, CREIL.

Meeting avec Sylvain Desbureaux. RV 20 heures au centre des rencontres, salle 2.

SAMEDI 6 MARS, SAVIGNY-LE-

TEMPLE. Meeting avec Olivier Besancenot et Coralie Wawrzyniak.

SAMEDI, 6 MARS, MULHOUSE.

Meeting avec Olivier Besancenot. RV à 20h30, centre culturel PAX, 54, rue de Soultz (Quartier Bourtzwiller).

MARDI, 9 MARS, MARSEILLE.

Meeting NPA-Alternatifs avec Omar Slaouti.

MARDI, 9 MARS, LILLE.

Meeting avec Pascale Montel et Olivier Besancenot. RV à 19 heures à la MEP 1, Place Georges-Lyon.

MARDI, 9 MARS, TOURS.

Meeting avec Yvan Lemaître.

MERCREDI, 10 MARS, PARIS.

Meeting avec Olivier Besancenot. RV à 20 heures à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor (M^o Maubert Mutualité).

IKEA FAIRE PLIER UN PATRON MILLIARDAIRE

Face à une direction intransigeante, les salariés d'Ikea poursuivent leur lutte pour une augmentation générale des salaires de 4%. Des militants NPA les soutiennent sur le terrain.



Paris, le 13 février. Les salariés grévistes d'Ikea en compagnie de Cathy Billard. (Loïc)

Samedi 13 février, 22 des 26 magasins d'Ikea étaient en grève. Malgré un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards d'euros et un bénéfice net de plus de 52 millions d'euros, le leader du marché du meuble, prétextant une « conjoncture économique défavorable », ne proposait au départ que 1,2% d'augmentation liée aux « performances individuelles ». Le patron du groupe Ikea, Ingvar Kamprad, établi en Suisse, était classé, en 2007, au quatrième rang mondial des plus grandes fortunes du monde. Suite à la surdité aiguë dont a fait preuve la direction lors des négociations, une dizaine de délégués syndicaux ont occupé le siège de l'entreprise à Plaisir (Yvelines). Le mouvement de grève et les débrayages se sont alors multipliés. Après une semaine de mobilisation des salariés, l'offre de la direction n'était que de 2% d'augmentation pour les employés (dont

1% au mérite) et 2% au mérite pour les cadres. La tradition du « modèle social » à Ikea veut qu'il n'y soit pas question d'augmentation collective mais uniquement au mérite. Mardi 16 février, la direction était toujours aussi inflexible et la grève devait s'étendre mercredi aux trois dépôts.

La question des salaires devient de plus en plus cruciale car pour atteindre 1300 euros par mois, un salarié doit travailler le week-end (le dimanche est payé à 225%) et faire des heures de nuit.

Les salariés que nous avons rencontrés à Paris Nord 2 dénonçaient également les conditions de travail difficiles et les suppressions de postes auxquelles ils sont confrontés. En un an, ils sont passés de 569 à 490 salariés, ce qui entraîne une surcharge de travail pour les salariés et des temps d'attente beaucoup plus longs pour les clients. La direction d'Ikea veut automatiser les caisses au détriment de l'emploi.

Par ailleurs, 35% des salariés sont à temps partiel avec des horaires imposés, ce qui pose problème aux étudiants pour suivre leurs cours. L'amplitude des horaires de travail étant de 4h30 du matin à 23h, certains salariés ont de grosses difficultés à se rendre dans la zone commerciale de Paris Nord 2 qui n'est accessible qu'en voiture.

Avec Cathy Billard, tête de liste NPA dans la Seine-Saint-Denis, nous avons rencontré des salariés en lutte déterminés qui occupaient le hall d'entrée pour s'adresser aux clients avec des tracts de l'intersyndicale FO-CGT-CFDT. Les salariés sont bien décidés à organiser des débrayages le dimanche avant de redémarrer la grève dès lundi pour gagner sur leurs revendications (salaires et conditions de travail). Le NPA leur apporte tout son soutien!

Loïc,
comité NPA de Saint-Denis

AQUITAINE SERVICES PUBLICS ET MAINTIEN DES EMPLOIS

Le NPA a présenté ses candidats pour la région Aquitaine, samedi 6 février, au cours d'une conférence de presse tenue dans ses locaux de Bordeaux. Philippe Poutou, ouvrier à l'usine FAI de Blanquefort (ex Ford) est tête de liste pour la région. Béatrice Walylo, professeur des écoles, est tête de liste pour la Gironde, Ignace Garay, ancien ouvrier métallurgiste à Pont-à-Mousson, pour le Lot-et-Garonne, Éric Schatz, enseignant, pour les Pyrénées-Atlantiques, Daniel Minvielle, enseignant, pour les Landes et Sylvain Jousse, enseignant, pour la Dordogne. Philippe Poutou a retracé la lutte des ouvriers de Ford Blanquefort pour défendre leurs emplois.

L'entreprise, fabriquant des boîtes de vitesse automatiques essentiellement pour Ford, a été rachetée par le groupe allemand HZ aux projets incertains et son avenir est loin d'être assuré. La fabrication de boîtes de vitesse doit se terminer dans un an. Le plan de maintien des 1600 emplois sur d'autres activités est suspendu à l'obtention de prêts bancaires et à la volonté des nouveaux actionnaires. Les financements de l'Europe, de l'État et des collectivités locales, prévus pour un plan de formation et la construction d'un bâtiment ne fournissent aucune garantie pour l'emploi des salariés. Cette politique qui courtise les actionnaires ne sert

qu'à gonfler les déficits publics, sans résultat. Cet exemple illustre la nécessité de nationaliser les banques, d'interdire les licenciements et de remplacer les patrons défaillants en créant des emplois publics correspondant à des besoins sociaux, comme ici les activités mécaniques pour des éoliennes.

Les candidats sont également intervenus contre les subventions accordées aux lycées privés, contre le projet de ligne à grande vitesse, pour le renforcement des infrastructures ferroviaires existantes et le développement du ferroutage. Le NPA demande aussi la gratuité des transports publics pour tous.

RHÔNE-ALPES. Après l'ouverture à gauche de l'UMP, l'ouverture à droite du PS! Jean-Jack Queyranne, président socialiste de la région Rhône-Alpes a placé sur sa liste, en position éligible, Gérard Perrissin-Fabert, maire du Grand-Bornand et président pour la Haute-Savoie du Parti radical de Jean-Louis Borloo, autrement dit d'un parti affilié à l'UMP. Jean-Jack Queyranne, après avoir multiplié les appels du pied au Modem, n'hésite désormais plus à s'allier avec des fractions de la droite sarkozyste. Cette nouvelle dérive du PS montre l'urgence de reconstruire une nouvelle gauche de combat, qui soit résolument indépendante du PS, et c'est ce projet que la liste NPA, conduite par Myriam Combet, entend porter, au premier comme au second tour, pour ces élections régionales.

Il va sans dire que si nous avons des élus, ils ne participeront à aucune majorité avec le PS ou Europe écologie. Ils ne voteront que les mesures sociales et écologistes qui vont dans le sens de l'intérêt de la population.



SEMAINE ANTICOLONIALE CONTRE LE COLONIALISME D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Du 19 au 28 février, la cinquième semaine anticoloniale permettra de dénoncer le « rôle négatif » des colonisations passées et les conditions faites aux populations des territoires encore sous domination française¹.



Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale votait une loi scélérate sur le « rôle positif » de la colonisation française. Depuis,

chaque année, se tient une Semaine anticoloniale à laquelle le NPA, avec de nombreux autres partis et associations, appelle à participer.

La Semaine s'ouvrira, vendredi 19 février, par la soirée du livre anticolonial² où sera présenté un large choix d'ouvrages d'analyse sur les situations coloniales présentes et passées. Le prix du livre anticolonial sera décerné en soirée.

Samedi 20 février, en réponse aux États généraux de l'outre-mer mis en scène par Sarkozy, se tiendra une journée de solidarité avec les peuples colonisés par la France³. L'après-midi commencera par une présentation de la réalité de la situation du peuple haïtien avant le tremblement de terre et depuis. Quelle solidarité développer contre le nouvel ordre colonial qui se met en place dans les Caraïbes? À quoi joue l'État français dans son ancienne colonie qu'il n'a jamais vraiment accepté de lâcher?

À 16h30, la projection d'un extrait du film *44 jours de grève*, sur la grève générale de 2009 en Guadeloupe, sera suivie d'un débat sur les résistances à la domination coloniale dans les DOM, animé par Joss Rovélas du collectif Continuité LKP.

À 18h30, Mehdi Lallaoui présentera *Un voyage en Kanaky*, le documentaire qu'il a réalisé en janvier et qui relate une mission parlementaire d'Europe Écologie sur la prison du territoire, la pollution causée par l'exploitation du nickel, la problématique du référendum de sortie de l'accord de Nouméa. À partir de 2014 doit se tenir en Kanaky un référendum d'autodétermination sur l'indépendance.



L'USTKE et le Parti travailliste se battent pour l'indépendance à cette date. Des représentants de l'USTKE et du Mouvement des jeunes Kanaks en France (MJKF) animeront le débat.

Après un buffet kanak, la soirée commencera, à 20h30, avec l'intervention de Sophie Arouet du syndicat CSA-CGT de RFO. Elle témoignera des conditions de travail dans ces stations de France Télévision et de la censure qui est imposée dans la présentation de la réalité de ces territoires.

À 20h45, viendra le cas des Comores, archipel de l'Océan

indien, colonisé en 1866 et dont la France a gardé, à l'indépendance, la souveraineté sur une île, Mayotte. Depuis 1946, l'ONU et de l'OUA ont de façon répétée condamné cette présence française et demandé le rattachement de Mayotte à l'archipel des Comores. Les gouvernements français ont toujours rejeté ces condamnations afin de maintenir des bases militaires stratégiques le long du canal de Mozambique. Des extraits du film *Un aller simple pour Mayotte* illustreront les barbaries commises par la France qui expulse chaque année de Mayotte 18 000 Comoriens

alors qu'ils ont des relations familiales et culturelles avec cette île distante de quelques dizaines de kilomètres des Comores.

La Semaine participera à la manifestation du samedi 27 février à Paris pour la suppression du ministère de l'Identité nationale.

Bernard Alleton

1. Le programme complet à Paris et en province est disponible sur le site www.anticolonial.net
2. À partir de 20 heures, salle La Clef, 21 rue de la Clef, 75005 Paris, M° Censier-Daubenton.
3. À partir de 14h30, salle La Clef.

GRÈCE LE REFUS DES SALARIÉS

Contre le plan d'austérité que cherche à imposer le gouvernement aux salariés, une grève générale aura lieu le 24 février.

L'INTÉRÊT porté par les médias à la grève, bien suivie, du secteur public grec, le 10 février, prouve l'inquiétude de la bourgeoisie européenne devant les réactions ouvrières à une politique d'austérité dictée par l'Union européenne (UE) et qui doit servir de banc d'essai européen pour faire payer la crise.

Le commissaire européen à la concurrence, Joaquín Almunia, a indiqué que l'UE faisait pression depuis un an sur Athènes pour qu'elle réduise les rémunérations de la fonction publique et révisé le code du travail jugé trop protecteur pour les salariés. Le Premier ministre, Georges Papandréou, présente malgré tout son « programme de stabilité » comme une décision grecque. L'UE le soutient et se réserve le droit de poursuivre la Grèce devant le Tribunal européen pour avoir tronqué ses statistiques. Manière élégante de signifier que son rôle est d'imposer des sacrifices aux travailleurs, aujourd'hui en Grèce, demain au Portugal ou en Espagne.

Les discussions continuent mais les mesures sont aujourd'hui connues, faisant de cette politique, selon un responsable Pasok en opposition, la plus néolibérale depuis la junte militaire. Impôts : pas de changement pour les entreprises, mais augmentation progressive à partir de salaires moyens. Rémunération : gel des salaires du secteur public au-dessus de 2 000 euros et baisse de 10% des indemnités et primes constituant en Grèce une grosse partie de la rémunération, ce qui correspond à une baisse minimum pour certains de 150 euros. Retraites : départ repoussé à 62 ou 63 ans et versement de la retraite « sociale » de 360 euros seulement à partir de 65 ans. Il faut ajouter l'arrêt des embauches (sauf santé, éducation et sécurité), l'augmentation des carburants, la fermeture des entreprises publiques non rentables, le remplacement d'un fonctionnaire sur cinq partant à la retraite, l'exclusion de 200 000 salariés des programmes sociaux de vacances à prix modestes. Pendant ce temps, les spéculateurs s'engraissent. Pour emprunter, l'État payait en janvier 2009 5,5% de taux d'intérêt, aujourd'hui 7,24%.

En 2001, une énorme mobilisation a fait reculer le gouvernement Pasok sur la réforme des retraites. Ayant peur d'un tel mouvement, Papandréou négocie un soutien de la droite et de l'extrême droite à son plan en échange d'un durcissement du projet de loi sur l'accueil des immigrés et fait des discours patriotiques. La GSEE (confédération des salariés du privé, à direction Pasok) n'appelle que le 24 à la grève. Adedy (syndicat des fonctionnaires, également à direction Pasok) vient de décider de s'y joindre. Cette journée devient donc une journée de grève générale à laquelle la gauche radicale doit proposer des suites immédiates.

Andreas Sartzekis

et aussi

TURQUIE : ÉPREUVE DE FORCE CONTRE LES GRÉVISTES.

Les travailleurs de l'entreprise de tabac Tekel sont en grève, depuis le 15 décembre 2009, contre la privatisation de leur entreprise publique qui va entraîner leur licenciement. L'ancien monopole public a été vendu par le gouvernement à British American Tobacco, deuxième groupe de tabac mondial. 12 000 salariés, qui avaient le statut de fonctionnaire, vont perdre leur emploi ou se voir attribuer, pour onze mois seulement, un nouvel emploi précaire avec un salaire divisé par deux. 1 200 grévistes sont arrivés de toute la Turquie à Ankara avec la ferme intention de ne pas revenir sans avoir eu satisfaction. Avec leurs familles, ils campent devant des bâtiments officiels malgré l'hiver glacial. Leurs manifestations sont matraquées par la police. Certains grévistes ont fait une grève de la faim. Le gouvernement a menacé de faire évacuer par la force leur campement avant la fin février, ce à quoi certains grévistes ont

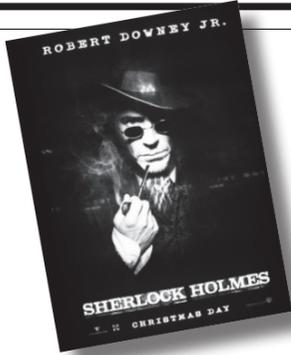
répondu : « nous mourrons plutôt que d'abandonner le combat ! ». Cette entreprise rentable fait partie des nombreuses entreprises publiques qui sont en cours de privatisation par le gouvernement pour satisfaire le FMI. Le gouvernement ultralibéral cherche aussi à se montrer digne de rentrer dans l'Union européenne. La ténacité des grévistes transforme cette lutte en une épreuve de force nationale avec le gouvernement. Ils sont soutenus par la population, elle aussi victime de cette politique libérale. Grâce à ce soutien, ils reçoivent de la nourriture et des soins. Après une action de solidarité nationale le 12 février, une autre est prévue le 20 février, où 100 000 travailleurs venant de toute la Turquie doivent se rendre à Ankara pour passer la journée avec les grévistes. La solidarité internationale s'exprime aussi. Ainsi, à Strasbourg, a eu lieu, lundi 8 février, une manifestation pour soutenir les grévistes.

DRESDE, SUITE. Le 13 février, 12 000 manifestants, formant une chaîne humaine, ont réussi à bloquer, pour la première fois, le défilé traditionnel des néonazis (lire *Tout est à nous!* n°42) de Dresde. Bravo à eux car ce ne fut pas facile et il s'agissait de la plus grande marche des hordes néonazies d'Europe. Les fascistes n'ont pas pu parader et sont restés bloqués. Ils se sont éclatés en autant des petits groupes violents, attaquant notamment un centre social, occasionnant quelques blessés dont un grave parmi les antifascistes. L'attitude de la police est mise en cause par la coalition Dresden-Nazifrei (« Dresde sans nazis »). Après avoir tenté d'empêcher la contre-manifestation par la criminalisation de ses organisateurs et des pressions sur les compagnies de bus, elle semble avoir préféré défendre le centre-ville contre les antifascistes plutôt qu'empêcher les violences des néonazis.



Arte: Métropolis, le film devenu mythe

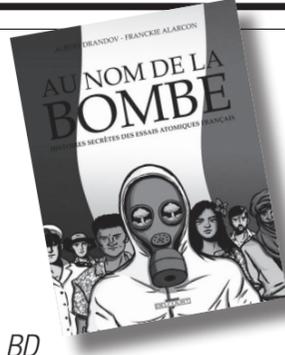
Depuis 1927, plus personne n'avait revu la version intégrale de l'œuvre de Fritz Lang. Découvrir le vrai *Métropolis* est un choc. Une lourde parabole en faveur de la collaboration de classes dont l'esthétique annonce parfois le cinéma du III^e Reich. Insupportable. On ne peut soupçonner Fritz Lang de sympathie nazie, lui qui a préféré fuir l'Allemagne que d'accepter les propositions flatteuses de Goebbels. Il faut incriminer l'auteur du roman qui est à la base du film, Théa von Harbou, la compagne d'alors de Fritz Lang, qui deviendra elle une fervente nationale-socialiste. Pourtant, même à travers ce film raté, le génie de Lang transparait. C'est le premier des films de science-fiction qui inspirera jusqu'à *Blade Runner* et *Star Wars*: les androïdes, le savant mégalomane, la ville du futur. Et on retrouve les grands thèmes qui courent tout au long de son œuvre, de *M. le Maudit* au *Tombeau Hindou*. Mais ces films-là sont réussis. Pour voir naître le chef-d'œuvre cinématographique sur la classe ouvrière face à l'esclavage industriel, il faudra attendre *Les Temps modernes* de Chaplin.



CINÉMA SHERLOCK HOLMES/Guy Ritchie

Bien sûr, ce n'est pas tiré d'une «véritable aventure» de Sherlock, c'est-à-dire d'un épisode du «Canon» (ainsi les spécialistes nomment-ils l'ensemble des textes de Conan Doyle sur Holmes). Mais le célèbre détective en a vu d'autres, et dans l'au-delà où il est, il ne se troublera pas de cette histoire, à l'intrigue plus proche des James Bond ou des Chapeau melon et bottes de cuir... avec des bagarres dignes du cinéma de Hong Kong. Le respect des codes a quand même provoqué le rappel du fait que Watson fut blessé à la guerre en Afghanistan, ce qui réactualise. Reste à réfléchir: comparé à ses pairs en qualité littéraire (Poe, Dickson Carr), Doyle est le seul à avoir créé une figure de cette dimension mythique... Est-ce si élémentaire que ça?

Paul Louis Thirard



BD AU NOM DE LA BOMBE/Albert Drandov et Franckie Alarcon/

DEL COURT/16,50 EUROS Cette BD suit, du Sahara à Mururoa, les traces de la bombe atomique française. Pour reprendre les termes de Jean Vautrin dans sa préface, les auteurs mettent en scène la manière dont «les butagaz de la République réchauffèrent les plats du patriotisme national en dotant le pays de la braise absolue». L'ouvrage se présente sous la forme d'une suite de petits récits-reportages autour des souvenirs de différents protagonistes: appelés réquisitionnés au service de la bombe, soldats de carrière irradiés... Le sort des populations locales, algériennes ou tahitiennes, montre comment colonialisme et militarisme se sont conjugués sur le dos des peuples. Documents inédits et extraits de rapports complètent un album à la grande valeur documentaire.

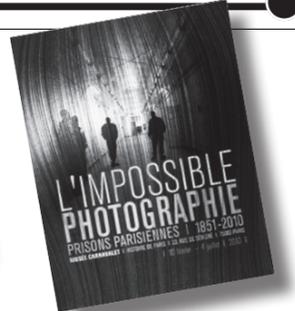
Sylvain Pattieu



MUSIQUES AS-TU DÉJÀ OUBLIÉ?/La Souris déglinguée/CLANDESTINES

30 ans que la Souris déglinguée (LSD) sévit et survit. Depuis 1979, et surtout 1981, lorsque le groupe suintant la zone et sa banlieue de moins en moins rouge, vrombissant aux cris de guerre des tribus urbaines qui peuplaient alors une capitale moins fliquée et plus sauvage. Il faut dire que LSD cumulait déjà seule en France les mandats de Sham 69, Madness, des Stray Cats et des Ramones. Adeptes du réalisme social et victime consentante d'un public insuffisamment politiquement et homogène culturellement, ceux qui firent jouer NTM en première partie quand personne ne voulaient d'eux, furent d'à peu près tous les combats héroïques du macadam sonore. Ces enregistrements miraculeusement retrouvés dans un fond de tiroir restituent à merveille la quintessence originelle d'un groupe aimé pour toujours par ses fans (sa rahia) et qui le lui rend bien.

King Martov



EXPOS L'IMPOSSIBLE PHOTOGRAPHIE. Prisons parisiennes 1851-2010/MUSÉE CARNAVALET

À côté de maints autres lieux de détention, Paris n'a plus qu'une prison proprement dite, mais en a compté jusqu'à dix-neuf qui ont pu être photographiées de l'extérieur et parfois aussi de l'intérieur: la Petite Force, la Petite Roquette et Saint-Lazare pour les femmes et les enfants (!), la Grande Force et Clichy pour les «dettiers», le Cherche-Midi pour les militaires, etc. Tel est le sujet de cette exposition rassemblant (jusqu'au 4 juillet) 340 photographies de 1851 à nos jours, issues d'archives administratives inconnues du public ou de reportages récents. On n'ira pas regarder impunément ces documents accablants, et l'on ne sortira pas indemne d'avoir observé l'une des faces cachées les plus révoltantes de notre société: condamnés à vivre à quatre dans 11 mètres carrés, voilà ce qui se constate toujours à la Santé!

Gilles Bounoure

PETITE, ALLUME UN FEU...

MARTIN SMAUS ÉDITIONS DES SYRTES

356 PAGES 22 EUROS



CEUX-LÀ ne voteront pas NPA, ni aucun autre parti.

Les Gitans se foutent du lendemain comme d'une guigne. Pour eux, la vie est ce court segment entre le lever du jour et l'achèvement d'une soirée dans une fête éternelle. Leur vie est aussi ce rejet de ceux qui portent le collier du travail, la chaîne des esclaves sédentaires. Abel contre Caïn; les Tziganes symbolisent l'opposition originelle entre le nomade et le sédentaire, entre le «voleur», celui qui ne fait que prendre les fruits de la nature et celui qui s'échine à faire pousser, à conserver, à thésauriser. «Ainsi les Kakatos et les Kotlarovec habitaient-ils à la montagne, dans l'ancienne ville de Most. Ils démolissaient les cloisons entre les appartements, afin de ne pas avoir à traverser le couloir pour aller chez les voisins. [...] Ils déversaient leurs déchets par la fenêtre ou dans la cage d'ascenseur, parce que la poubelle n'était pas à côté.» Voilà le ton de ce roman tchèque qui parle des Tziganes sans pitié ni jugement. Voilà ce qui se passe quand on sédentarise un peuple nomade aux codes éloignés de ceux du cultivateur et du citadin. Ce roman raconte l'histoire d'une famille à Prague et Plzen, celle des Dunka, fuyant les nazis et les Russes, et en particulier les déboires d'un enfant, Andrejko, conduit d'un bain pour enfant à la prison, devenu épileptique de voir son amour détruit par sa face noire et ses cheveux sombres. «Mais depuis son plus jeune âge il avait tout autre chose de marqué au fer rouge dans sa tête, que la vie commençait et s'achevait par le jour d'aujourd'hui et que se souvenir de la veille et rêver au lendemain ce n'était bon que pour les gadje.» On navigue chez les Ruthènes, et la langue romani écrite en alternance du texte se découvre avec beaucoup de plaisir si l'on prend le temps. On s'amuse surtout de cette liberté folle des Tziganes, de leur violence, de leur pauvreté. Le style est celui d'une longue plainte et dans la traduction du tchèque, celui de Christine Laferrière semble forcément remarquable.

Christophe Goby

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT) 27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43 www.la-breche.com

BD MUSIQUE CONTRE DICTATURE

David Prudhomme nous livre une BD superbe, hommage à des musiciens expatriés et interdits par la dictature grecque des années 1930.



Rébético: un titre étrange qui est le nom d'une musique, en Grèce, comparable par sa mélancolie au fado portugais. Cette musique est née chez les Grecs de Turquie, qui furent expulsés vers la Grèce au début des années 1920. Ils s'établirent alors dans les ports du Pirée ou de Thessalonique et se mêlèrent aux mauvais garçons et aux marginaux, vivant dans les quartiers populaires et les bidonvilles. Le personnage du rébète est alors un mélange de bohème et de populaire, de romantique et de noctambule, de bas-fonds et d'exil. Sa musique est crue et envoûtante, elle se danse lentement, les yeux fermés, comme dans une sorte de transe. En 1936, le dictateur Metaxás arrive au pouvoir et veut mettre au pas ces musiciens rebelles. Il interdit le rébético et ses instruments traditionnels, emprisonne ceux qui continuent à pratiquer. Il s'agit pour lui à la fois de condamner une musique à l'esprit libertaire, et de rejeter la part orientale de la Grèce qu'ils représentent, et son supposé archaïsme, à l'heure de la modernisation du pays. Dans cet album, David Prudhomme suit, sur une journée et une nuit, des amis rébètes qui vont le matin chercher l'un des leurs à sa sortie de prison. Fumeurs de haschich, grands buveurs, ils parcourent la ville, allant de bar en bar à la recherche de leur public et d'aventures amoureuses, selon les occasions offertes et les embûches évitées. Un chemin qui n'est pas de tout repos, puisqu'ils sont pourchassés par la police, par un mari cocu et par un petit caïd qu'ils ont humilié. Le récit est à la fois drôle et poétique: drôle parce que les musiciens ne se laissent pas faire, ridiculisent leurs ennemis et n'hésitent pas à faire preuve d'un humour désabusé sur leur propre situation. La poésie est une poésie de la résistance, de ceux qui ne courbent pas l'échine et rendent les coups. La dictature n'est pas le seul danger qui pèse sur les rébètes. La proposition d'un producteur américain, offrant la possibilité de partir enregistrer en studio, fait peser sur le groupe un terrible choix: s'en sortir tout seul ou rester ensemble quoi qu'il arrive. Ce livre reconfortera tous ceux et celles qui résistent à ce qui est présenté comme inexorable, qui ne luttent pas seulement par des discours mais dans les actes, dans la manière de vivre. C'est aussi une bande dessinée superbe, avec un dessin maîtrisé à la perfection. David Prudhomme sait rendre l'ombre sous une tonnelle méditerranéenne, les taches de soleil qui passent à travers



la végétation, et le contraste avec l'extérieur ensoleillé. De case en case, la luminosité change et on suit le lever du jour en l'espace de quelques pages. Son dessin est tellement évocateur qu'on a vraiment l'impression d'être au milieu des rébètes, avec le son, les odeurs, l'ambiance. Cet ouvrage est, par le contenu et par la forme, un grand album de BD, une ode à ceux et celles qui refusent de s'adapter, de se soumettre.

Sylvain Pattieu

David Prudhomme, *Rébético (La mauvaise herbe)*, Futuropolis, 20 euros



IMMIGRATION

« 24 HEURES SANS NOUS »

Alors que le gouvernement stigmatise les travailleurs immigrés, le 1^{er} mars, une « journée sans immigrés » est organisée en France afin de « changer le regard sur l'immigration ».



Ln septembre 2009, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, suscitait l'indignation en disant, lors de l'université d'été de l'UMP: « Quand il y en a un, ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ». Confronté au manque d'initiatives des acteurs de la gauche, un collectif s'est créé et a décidé d'organiser une action, le 1^{er} mars, une « journée sans immigrés ». Ce jour-là, les immigrés sont appelés à ne pas participer à la vie économique du pays, c'est-à-dire ne pas se rendre au travail et ne pas consommer. « 24 heures sans nous » sera le slogan de cette journée, une action inédite qui a pour but de montrer que l'immigration n'est pas un « problème » mais représente au contraire un apport important à l'économie du pays. Une action similaire, « A day without an immigrant », a eu lieu, le 1^{er} mai 2006, aux États-Unis sous l'administration Bush, après l'annonce d'un projet de loi prévoyant que « toute personne résidant illégalement aux États-Unis sera considérée comme criminelle, ainsi que toute personne hébergeant ou employant un immigré clandestin ». Près de deux millions de manifestants avaient défilé ce jour-là à Los Angeles. En France, le mouvement de grève des 6000 travailleurs sans papiers, qui a débuté le 12 octobre, a fait tomber l'argument mensonger de la droite présentant les immigrés comme des assistés profitant des aides sociales. De nombreux secteurs d'activité sont touchés par ces grèves: sociétés de nettoyage, chantiers du tramway, BTP, boîtes d'intérim, aides aux personnes... Les grévistes réclament leur régularisation et l'accès aux droits

fondamentaux de tous les travailleurs. Ils font éclater au grand jour leurs conditions de travail et leur exploitation indigne. Ils montrent qu'ils sont au cœur d'un système, utilisés comme une main-d'œuvre bon marché par des entreprises privées et publiques tout en étant victimes de la répression policière. Cette grève met les patrons et le gouvernement dans l'embarras car elle montre clairement que la situation des sans-papiers profite aux patrons en leur permettant de dégrader les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs. L'initiative de la journée sans immigrés du 1^{er} mars se veut une action coup de poing, une occasion de montrer que la France ne peut se passer de l'immigration et de susciter une prise de conscience dans la population. Elle est devenue rapidement très populaire auprès des immigrés et des enfants issus de l'immigration. Les réseaux sociaux, tels que Facebook ou Twitter, ont contribué à ce boom médiatique. Des milliers de personnes se déclarent aujourd'hui prêtes à rejoindre ce mouvement du 1^{er} mars. Même si on peut se réjouir de cette initiative, aucune manifestation n'est prévue ce jour-là afin, selon les fondateurs du collectif, d'éviter des débordements. Le cadre organisationnel s'est voulu dès le départ informel et flou pour « rester une plateforme la plus large possible, pour toucher le plus grand nombre, de droite comme de gauche » (Nadia Lamarkbi, présidente du collectif). Une lettre a même été envoyée par le collectif à Nicolas Sarkozy pour qu'il se joigne à cette initiative de par ses origines hongroises. On espère que c'est par dérision... Les personnes victimes du racisme au quotidien sont souvent les plus précaires et les

plus pauvres et certaines ont déclaré ne pas pouvoir prendre le risque de s'absenter du travail. Le collectif n'a pas su impliquer les syndicats pour déposer un appel à la grève massive à cause d'une prétendue peur de récupération politique. Il propose à défaut la mise en place d'un brassard solidaire. Un appel à la grève associé à une manifestation aurait permis à un plus grand nombre de personnes, immigrées ou pas, de s'impliquer et de rendre cette action plus visible. Aucune stratégie à long terme n'a été définie et on peut regretter le manque de revendications. Une telle initiative aurait pu être l'occasion de faire le lien avec la régularisation de tous les sans-papiers, la suppression du ministère de l'Identité nationale. Les limites de la journée sans immigrés du 1^{er} mars en France ne doivent pas nous empêcher de constater que cette action est une des rares propositions concrètes qui a émergé au moment où le gouvernement utilise le racisme comme arme de division. La gauche française a été malheureusement incapable ces derniers mois d'apporter une réponse conséquente à la question du racisme d'État et aux multiples dérapages du gouvernement. Le NPA doit à présent se saisir de cette journée et être une force de proposition, soutenir cette action et la rendre plus combative afin qu'elle serve comme point d'appui pour la suite. Dans le contexte que nous vivons, le NPA fait de la question du racisme une priorité et cherche à construire un large mouvement antiraciste.

Laetitia
1. <http://www.la-journee-sans-immigres.org>

hommage

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org//
NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil



Notre camarade Théophile nous a quittés, brusquement, samedi 16 janvier. Il venait de commencer une retraite méritée après une vie de lutte d'agent hospitalier. Syndicaliste combatif, révolté par toute injustice, Théophile, homme de cœur, a été de toutes les luttes du CHU de Toulouse depuis 40 ans. Il avait rejoint la LCR il y a sept ans puis participé à lancer, avec enthousiasme, le comité Santé du NPA 31. Il tenait beaucoup à notre circuit d'affichage qu'il avait organisé méticuleusement et qui était bien entretenu.

Nous, ses camarades et ami-e-s du comité santé NPA 31, disons à Françoise, sa compagne, à Éric, son fils, et à ses deux filles, Nathalie et Sandrine, que nous refferons encore et ENCORE ce circuit d'affichage auquel il tenait tant.

Salut Théophile !

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM
L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER
L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros
L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-PAPIERS

Samedi 13 février, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), le collectif des travailleurs sans papiers et son comité de soutien avait organisé une rencontre de six heures à Gare au théâtre, lieu connu pour son festival «*Nous n'irons pas à Avignon*». Au programme, le film *Un racket d'État*, qui dénonce l'hypocrisie du pouvoir qui expulse 30 000 sans-papiers par an et permet à de très grosses boîtes de les employer sans respecter aucune obligation sociale. Puis l'excellent groupe de reggae Zion Angels a fait vibrer et danser les participants avant de finir en beauté avec Ambataa du Théâtre de l'Opprimé qui a joué une pièce interactive dans laquelle s'est impliqué le public avec ou sans papiers et a déclenché des applaudissements nourris à l'exposition de situations vécues par

les damnés de la terre. Autour d'un très bon repas, des liens se sont noués, d'autres se sont renforcés contre ce pouvoir sarkoziste, ce système capitaliste inhumain et des barrières sont tombées entre militants associatifs ou politiques. Quelques centaines d'euros ont apporté une bouffée d'oxygène au collectif grâce à une entrée gratuite et au dévouement du directeur de théâtre, des artistes, des participants et du comité de soutien qui font fonctionner ensemble un arc politique très large. La confiance malgré des contradictions politiques et des faiblesses réelles dans l'organisation ont permis la réussite de l'initiative. Les travailleurs sans papiers ont joué un rôle moteur et dirigeant. Malgré les difficultés, la lutte continue.



Vitry, le 13 février, le Théâtre de l'Opprimé met en scène la situation des travailleurs sans papiers avec la participation du public. (DA)

LE CHIFFRE

843,2

C'est, en millions d'euros, le chiffre d'affaires du groupe Orpéa spécialisé dans la dépendance, qui a progressé de 20,1%. Le groupe Noble âge, de son côté affiche un chiffre d'affaires de 201,8 millions d'euros en hausse de 27,8%. Le marché des personnes âgées dépendantes se porte bien. Le taux d'occupation des établissements dépasse les 96%. Orpéa souligne d'ailleurs «la récurrence d'une croissance à plus de 10% depuis plusieurs années». Les personnes dépendantes et leurs familles apprécieront. Alors que les retraites sont à nouveau sur la sellette, la prise en charge des personnes dépendantes devrait être confiée à un service public et ne devrait pas être source de profits.

PARIS IVG. Samedi 13 décembre, 300 personnes ont manifesté à proximité de la mairie du 20^e arrondissement et de l'hôpital Tenon, pour exiger la réouverture de son centre d'IVG et de son planning familial, et pour refuser la fermeture de la maternité Saint-Antoine dans le 12^e. Organisé à l'initiative du collectif unitaire du 20^e, ce rassemblement avait reçu le soutien de la Cadac, de plusieurs associations ou coordinations de défense des hôpitaux et maternités, de SUD Santé Sociaux, du NPA, du PCF, du PG et des Verts. Des travailleurs et des médecins de Saint-Antoine, de Trousseau et des Bluets y côtoyaient ceux de Tenon. Élections obligent, on notait aussi la présence de Frédérique Calandra, la maire du 20^e qui venait pourtant d'interdire que le rassemblement se tienne devant sa mairie, ainsi que de quelques représentants du PS alors même que ce parti, mécontent que l'on y interpelle ses élus, avait retiré sa signature du tract unitaire d'appel.

DEHORS! Mercredi 10 février, à 6 heures du matin, près de 40 occupants du 92 rue Victor-Hugo ont été jetés à la rue sans ménagement par la police, à la demande de la mairie PC de Bagnolet. Peu après, la mairie a fait venir un tractopelle afin de raser l'immeuble, détruisant dans le même temps les biens des expulsés et notamment des documents administratifs essentiels pour la régularisation de certains. Gênée par la médiatisation de l'affaire, la mairie PC (le PG et LO sont dans la majorité municipale) justifie cette expulsion par un tract honteux présentant l'immeuble comme un «*lieu de trafic de drogues, de voitures, de prostitution*», ajoutant ainsi le mensonge et les insultes à l'indignité! Le NPA soutient les expulsés de Bagnolet et s'engage dans la lutte à leurs côtés pour obtenir un logement durable.

ISLAMOPHOBIE. Lundi 8 février, à quelques jours seulement du grand raout sur «l'identité nationale» organisé par le sinistre Eric Besson, la grande mosquée de Saint-Étienne a été couverte d'inscriptions racistes. Nous condamnons les auteurs de ces actes. Car derrière le bâtiment religieux, c'est toute une population qui est désignée comme bouc émissaire. N'oublions pas non plus les responsabilités de ceux qui s'appliquent à entretenir le climat de racisme et d'islamophobie que nous connaissons aujourd'hui. Les Sarkozy, Besson, Lefebvre et autres Hortefeux ont pour objectif de faire diversion aux vrais problèmes. Diviser pour mieux régner, voilà la véritable devise de ce gouvernement pendant que le patronat fait payer la crise aux travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, de confession musulmane ou pas. Le bombage de la mosquée de Saint-Étienne est une des conséquences concrètes de cette politique.

QUESTION DE DIGNITÉ. Le 13 février, environ 3000 personnes ont bravé le froid à Montparnasse (Paris) pour exiger la régularisation de tous les travailleurs sans papiers. Le cortège a défilé en direction du siège du Medef, dont personne ne verra jamais l'entrée, la rue étant bloquée par les CRS. Que la police soit mobilisée pour «protéger» les intérêts du patronat n'étonne personne. On préférera retenir la dignité de ces travailleuses et travailleurs en grève depuis des mois. Et parmi eux, les «68 de Creil» (Oise) qui, malgré les tentatives de récupération politique du député Maxime Gremetz, sont restés fidèles au mouvement national. Gremetz leur avait en effet «conseillé» il y a deux mois de déposer leurs dossiers en préfecture, contrairement à la logique d'unité de la lutte, ce que les grévistes avaient accepté sur la base de promesses de régularisation massive que le député n'a évidemment pas pu tenir. En attendant, malgré le mépris de Besson, la lutte continue avec le soutien de nombreux comités solidaires des sans-papiers pour la régularisation de tous.

RACISTE ET SEXISTE. Nouvelle offensive contre les femmes étrangères et les enfants de foyers polygames. Au nom des principes fondamentaux de la République, du droit des femmes et des enfants, un député vient de soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à supprimer le versement des prestations familiales aux foyers polygames. Au nom du droit des femmes, la loi dite «Pasqua» de 1993 sur l'immigration avait déjà apporté de sérieuses restrictions sur la délivrance des cartes de séjour, retiré des titres ou refusé de les renouveler aux femmes mariées sous le régime de la polygamie, les faisant basculer dans la clandestinité. Une fois de plus, un projet de loi raciste est lancé au nom de l'égalité, principe que la France viole régulièrement en toute impunité (pour exemple, on exige deux ans de résidence régulière aux étrangers non communautaires pour déposer un recours DALO, cinq ans pour prétendre au RSA...).

NO COMMENT

C'est une militante laïque, symbole d'un pas en avant, qui doit servir d'exemple, ouvrir la porte à tous les autres.

RENZO SULLI, MAIRE PCF D'ÉCHIROLLES À PROPOS DE BESMA MECHTA, CONSEILLÈRE MUNICIPALE PORTANT UN VOILE. JDD DU 14 FÉVRIER

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 8 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

